

sous la direction de  
**Bernard LAHIRE**

*avec la collaboration de*

*Julien Bertrand, Géraldine Bois, Martine Court,  
Sophie Denave, Frédérique Giraud, Gaële Henri-Panabière,  
Joël Laillier, Christine Mennesson, Charlotte Moquet,  
Sarah Nicaise, Claire Piluso, Aurélien Raynaud,  
Fanny Renard, Olivier Vanhée, Marianne Woollven  
et Emmanuelle Zolesio*

# ENFANCES DE CLASSE

De l'inégalité parmi les enfants



14 NOV. 2019

HESS

305

ENFA

ÉDITIONS DU SEUIL

57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX<sup>e</sup>

## Remerciements

Cet ouvrage a été publié avec le soutien de l'Agence nationale de la recherche dans le cadre du projet PRIMSOC (ANR-14-CE30-0012).



ISBN 978-2-02-141960-3

© Éditions du Seuil, août 2019

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 355-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Je tiens tout d'abord à remercier l'ensemble des enfants, parents, enseignants, directrices et directeurs d'école maternelle, nourrices et grand-mères, dont les prénoms ont été changés pour les besoins de la recherche, d'avoir accepté de se faire interviewer longuement, à plusieurs reprises pour certains d'entre eux, d'avoir autorisé l'observation dans leurs classes, d'avoir facilité les contacts avec les familles ou avec les enseignants, d'avoir donné de leur temps même quand ils n'en avaient que très peu. J'espère que ce travail – que certains ne pourront malheureusement pas lire car les inégalités restent jusqu'au bout impitoyablement présentes – saura, dans ses effets à plus ou moins long terme, leur rendre ou rendre à leurs enfants ce qu'ils nous ont donné. Si la sociologie doit passer son temps à déconstruire les fausses évidences, les mythes et les illusions de toutes sortes, aucune recherche sociologique de qualité ne se fait sans la participation de celles et ceux qui acceptent d'être interrogés, observés, interprétés.

Je remercie aussi les évaluateurs anonymes du projet PRIMSOC (Primes socialisations) qui ont permis son financement par l'Agence nationale de la recherche (ANR), ainsi que François Héran, directeur du département des Sciences humaines et sociales à l'ANR au moment de cette candidature. Sans ce financement, une telle recherche, réunissant en une véritable équipe dix-sept chercheurs de divers laboratoires et universités, n'aurait tout simplement pas pu se faire.

Je souhaite également remercier l'ensemble des chercheurs qui ont accepté d'intervenir dans le cadre du cycle de conférences

## L'enfance des inégalités

Bernard Lahire

« L'homme accumule des richesses et les lègue à ses enfants, de sorte que les enfants des riches ont un avantage sur les pauvres dans la course au succès, indépendamment d'une supériorité corporelle ou mentale. »

Charles Darwin, *La Filiation de l'homme et la sélection liée au sexe*, traduction de l'anglais coordonnée par Michel Prum, Paris, Honoré Champion, 2013, p. 283.

**Les enfants vivent au même moment dans la même société, mais pas dans le même monde.** Cette formule, qui a guidé l'ensemble des étapes de la recherche à l'origine de cet ouvrage, en constitue, en fin de compte, un parfait résumé. Montrer les écarts entre les conditions de vie des enfants d'une classe sociale à l'autre, donner très concrètement le sens des distances abyssales entre les extrémités hautes et basses de l'espace social, comme celui des différences, moins impressionnantes mais tout aussi saisissantes, entre les orientations de vie et les conditions de socialisation des enfants, d'une fraction de classe à l'autre : voilà ce que nous avons cherché à faire.

**Les inégalités sociales, des plus matérielles aux plus culturelles, sont régulièrement mesurées et commentées, parfois dénoncées.** Le mouvement des « Gilets jaunes » en France les a remises sur le devant de la scène alors qu'elles étaient enfouies sous la question de l'« identité nationale » prétendument en lien avec les crises migratoires. Mais les discours, qu'ils soient savants ou politiques,

restent souvent trop généraux, trop techniques ou trop abstraits, et finissent par *déréaliser* ce qu'ils prétendent mettre au jour. Les inégalités existent, mais on fait politiquement comme si elles n'avaient aucune conséquence humaine. Elles sont mesurées, mais on ne prend pas conscience de leurs effets sur les conditions quotidiennes de vie ou du point de vue de ce qui est accessible aux uns et inaccessible aux autres, possible et presque sans limites – dans le cadre d'un état donné de civilisation – pour certains et totalement impossible et même impensable pour d'autres. Or, il faudrait toujours rappeler que c'est au fond le destin de millions d'individus qui, en permanence, se joue au sein des grandes matrices inégalitaires qui sous-tendent nos sociétés contemporaines.

La recherche dont nous vivrons ici les résultats est fondée sur l'idée qu'il faut non seulement *établir* le constat de l'existence des inégalités, ce que font les organismes statistiques d'État et les travaux qui mobilisent les données de leurs grandes enquêtes, mais également les *montrer*, c'est-à-dire les placer devant les yeux des lecteurs (*ante oculos*, comme disait Cicéron dans son *De Inventione*), et notamment de tous ceux et celles qui ont des responsabilités publiques, afin de *donner à voir et à ressentir* leurs effets multiples inscrits dans les corps et dans les esprits individuels, en termes de manières de voir, de sentir et d'agir, en termes d'écartés dans les conditions concrètes d'existence et de coexistence, ainsi que sur les champs extrêmement variables du possible qu'elles imposent aux individus appartenant aux différentes classes de la société.

Cette recherche s'est déroulée de 2014 à 2018 et a impliqué un collectif de dix-sept sociologues. L'enquête de terrain, sur laquelle elle repose, a été menée durant les années scolaires 2015-2016 et 2016-2017 auprès de 35 enfants âgés de 5 à 6 ans, scolarisés en grande section de maternelle, et vivant dans différentes villes de France. Ces enfants ont été soigneusement choisis au sein de l'espace social, dans les trois grandes classes sociales et, au sein de chacune d'entre elles, dans les différentes fractions de classe qui se distinguent par la nature des capitaux (économique et culturel) possédés (pour ce qui est des classes supérieures et moyennes) ou par le degré de stabilité ou de précarité (pour les petites classes moyennes et les classes populaires). L'objectif de la recherche était d'apporter une connaissance objective et

approfondie de leurs situations de vie, tout en provoquant un choc sensible chez les lecteurs. L'utilisation d'études de cas, ou, pour le dire autrement, de *portraits*, met sous leurs yeux la plus extrême pauvreté comme la plus grande richesse et permet de *faire sentir*, autant que de *faire comprendre*, que ces enfants, qui sont tous en grande section à l'école maternelle, au même moment, dans la même société, ne vivent pas du tout les mêmes réalités.

Saisir les inégalités présentes dès l'enfance est une manière d'appréhender l'enfance des inégalités, au sens de leur genèse dans la fabrication sociale des individus. Travailler sur de très jeunes enfants est essentiel étant donné l'importance des effets de la socialisation précoce sur le destin social des individus. Les temps de primes socialisations jouent un rôle décisif dans la formation des premières dispositions mentales et comportementales (dispositions à agir, percevoir, penser, sentir, apprécier, etc.) qui vont les marquer durablement. Or, ces dispositions ne sont jamais « neutres » socialement : elles constituent autant de *ressources* économiques, culturelles, scolaires, langagières, morales, corporelles ou sanitaires, ou, au contraire, des *obstacles* ou ce qu'il faut bien nommer des *handicaps* à la réussite tant scolaire que professionnelle. En saisissant ces processus de constitution précoce des inégalités sociales de classe, ce travail entend contribuer à éclairer les modalités et les effets de la reproduction des inégalités dans la société française contemporaine, et à apporter ainsi des connaissances utiles à la mise en œuvre de véritables politiques démocratiques de réduction des inégalités.

Par cette recherche, nous souhaitons également combler deux grandes lacunes. D'une part, celle de certaines approches psychologiques ou sociologiques de l'enfance, qui négligent les effets de la différenciation sociale et de la forte dépendance des enfants à l'égard de leurs parents et de leur environnement social, en portant l'accent sur un Enfant supposé acteur de sa socialisation et co-constructeur de ses savoirs ; d'autre part, celle des enquêtes statistiques qui mesurent les inégalités et ne font que constater, de manière rétrospective, les effets cristallisés des conditions de socialisation différenciées, mais sans en étudier les modalités concrètes. Nous nous sommes efforcés d'étudier ces conditions et modalités de la socialisation de manière fine et approfondie afin de mettre en lumière les multiples contraintes – et leurs effets conjugués – qui font les enfances de classe.



Pour révéler ces inégalités sociales, nous avons étudié de près les conditions de vie concrètes de ces enfants (niveau de revenu et niveau scolaire de la famille, conditions de logement et espaces réservés à l'enfant, pratiques éducatives, alimentaires, vestimentaires, sanitaires, scolaires, culturelles, ludiques, sportives, langagières, etc.), ainsi que les processus et acteurs (parents, enseignants, nounous ou grands-parents) de leur socialisation.

Nous avons enquêté à l'échelle de cas individuels, sur de nombreux domaines de pratiques et de multiples dimensions de la vie sociale, sans en privilégier un plutôt qu'un autre. Nous avons cherché à savoir où les enfants logeaient, s'ils avaient une chambre et, si oui, s'ils avaient des livres dans cette chambre ; s'ils voyaient autour d'eux domestique ou femme de ménage ; nous avons voulu connaître ce qu'ils mangeaient, ce à quoi ils jouaient, comment ils se comportaient dans différents moments de la journée (chez eux, chez la nourrice ou à l'école) ; comment leurs parents leur parlaient, plaisantaient avec eux, les punissaient ou les encourageaient ; s'ils aimaient l'école, s'ils faisaient du sport ou toute autre activité extra-familiale, s'ils étaient suivis médicalement, etc. Nous avons pour cela enquêté dans différentes villes, banlieues et villages français, nous avons vu leurs maisons, leurs appartements ou leurs logements de fortune. Nous avons rencontré des enfants dont les parents sont ingénieurs et polyglottes, et d'autres dont les parents parlent difficilement le français et ne mangent pas à leur faim. Nous avons parlé souvent aux grand-mères, parfois aux nourrices ou à d'autres personnes proches de la famille. Nous avons interviewé des personnes sans emploi, des ouvriers et des petits employés, des agriculteurs, des enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur, des ingénieurs, des cadres du privé et du public, des techniciens, des commerçants, des chefs d'entreprise, des professions libérales et des professions intellectuelles ou artistiques, des immigrés roms ou sri-lankais et des adhérents au Racing Club de Paris... Nous avons rencontré des enfants vivant dans la rue et des enfants de riches entrepreneurs, des enfants qui ne maîtrisent pas très bien le français et d'autres qui tentent déjà le passé simple et jouent avec les mots, des enfants qui sont habillés avec des vêtements de marque et d'autres qui n'ont que des vêtements de récupération : nous avons voulu, dans la mesure de nos

moyens, témoigner de la réalité de vie très contrastée d'enfants de 5 ou 6 ans résidant aujourd'hui en France.

Cette enquête inédite, tant dans son questionnement que dans son dispositif méthodologique et son écriture finale qui mêle études de cas et analyses transversales, repose en fin de compte sur un corpus de plus de 175 entretiens approfondis menés auprès des parents (trois entretiens par famille), d'une personne significative de l'entourage – nourrice, grand-mère, etc. – jouant un rôle important dans la socialisation de l'enfant (un entretien), et de l'enseignant ou de l'enseignante d'école maternelle (un entretien)<sup>1</sup>, ainsi que sur des observations ethnographiques réalisées notamment à l'école (en salle de classe et en cour de récréation) mais aussi au domicile de l'enfant, et, *last but not least*, sur de petits exercices langagiers proposés aux enfants et visant à objectiver l'étendue de leur vocabulaire, leur maîtrise de la syntaxe et leur capacité à expliciter narrativement des séquences d'événements.

La variété, la richesse et la densité des informations produites sur chaque cas permettent d'incarner la réalité de l'ordre inégal des choses et de rendre plus difficile le détournement du regard ou l'indifférence. Si les chercheurs ayant contribué à cette enquête se sont imposé un si grand degré de sévérité empirique, ce n'est pas seulement pour montrer ce dont est capable la science quand elle est pratiquée avec rigueur. C'est aussi dans l'espoir qu'après avoir lu le produit de ce patient et minutieux travail collectif, on ne puisse plus dire qu'on ne savait pas.

\*

Après avoir présenté, dans une première partie, le cadre problématique de la recherche sur les primes socialisations et les inégalités, ainsi que l'ensemble du dispositif méthodologique inédit qui a été mis en place (Partie I : *Étudier les inégalités à l'échelle des enfants*), nous donnons tout d'abord à lire une série d'études de cas. Parmi

1. La mise en place d'un atelier d'enseignement et de recherche au sein de l'ENS de Lyon durant les années 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 a permis aussi de tester les grilles d'entretien et d'observation et de recueillir des données importantes concernant les conditions de vie des enfants et les pratiques éducatives.

les 35 études de cas réalisées et rédigées, qui constituent la base des analyses thématiques présentées, nous en avons sélectionné 18, ordonnées selon la classe sociale d'appartenance de l'enfant. Ces portraits, qui tiennent compte de l'effet conjugué de toutes les propriétés sociales, positives comme négatives, permettent de plonger dans des univers et des logiques familiaux et enfantins très variés (Partie II : *Études de cas*). Puis des analyses détaillées reviennent sur les différents types d'inégalités que la recherche a permis de mettre en lumière (Partie III : *Les inégalités dans tous leurs états*). Celles-ci touchent diversement à la question des conditions matérielles de vie, des situations professionnelles et des niveaux d'étude des parents, des pratiques langagières et des compétences linguistiques, des loisirs et des pratiques culturelles, des activités physiques et sportives, ou encore des rapports à l'argent, à l'école, à l'autorité, à l'apparence vestimentaire, à la santé ou à l'alimentation. Enfin, nous concluons l'ouvrage en réinscrivant ces inégalités dans une longue histoire des sociétés et en précisant le sens anthropologique profond de ces états de fait.

## Partie I

# Étudier les inégalités à l'échelle des enfants

## Le poids des inégalités

Bernard Lahire

« La cécité aux inégalités sociales condamne et autorise à expliquer toutes les inégalités, particulièrement en matière de réussite scolaire, comme inégalités naturelles, inégalités de dons. »

Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron,  
*Les Héritiers. Les étudiants et la culture*,  
Paris, Minuit, 1964, p. 103.

Prendre pour objet les multiples inégalités sociales entre enfants, qu'elles soient matérielles, économiques, langagières, culturelles, corporelles, sanitaires, etc., est *a priori* très banal en soi. Le projet n'a pourtant rien d'évident et suppose d'avoir une vue claire sur ce qui fait inégalité, sur ce qu'il faut faire et surtout ne pas faire pour parvenir à les mettre au jour, et sur la spécificité des enfants pris dans ces processus de production et de reproduction des inégalités.

### Ce qui fait inégalité

Toute différence sociale constatée n'est pas interprétable en termes d'inégalité sociale. Il suffit, pour s'en convaincre, de faire varier les cas du possible et de considérer des différences qui concernent des objets, des pratiques ou des compétences sans grande valeur sociale, voire totalement dévalorisés dans le cadre de rapports sociaux historiquement déterminés. La question qui se pose est

donc celle des conditions historiques dans lesquelles une différence sociale ou culturelle peut devenir une inégalité sociale ou culturelle.

Par exemple, tant que l'éducation familiale quotidienne des enfants reste encore très largement déléguée aux femmes<sup>1</sup>, tant qu'elle demeure collectivement considérée comme une tâche difficile, ingrate, invisible et sans grand profit matériel ou symbolique (sans autre reconnaissance que celle des bénéficiaires, quand ils en sont conscients), il est impossible d'interpréter la division sexuelle des tâches éducatives comme une monopolisation, un accaparement, par les femmes de l'exercice de l'éducation enfantine et, par conséquent, comme une « dépossession » des hommes, c'est-à-dire comme une inégalité sexuée d'accès à l'éducation des enfants. Bien au contraire, les hommes délaissent généralement volontiers ces tâches déconsidérées (ce « sale travail » dont parle Everett C. Hughes) et préfèrent investir des univers professionnels et publics, rémunérateurs (économiquement comme symboliquement), ou se tourner vers des pratiques autrement plus plaisantes (loisirs, divertissements, sociabilité amicale, etc.). L'inégalité en lien avec ces pratiques est par contre une inégalité sexuée devant le temps libre. En somme, pour qu'une différence devienne inégalité, il faut que le monde social dans lequel vivent « privilégiés » et « lésés » soit organisé de telle façon que la privation de telle ressource matérielle, de tel bien culturel, de telle activité, de tel savoir, ou de tel service constitue un manque ou un handicap.

Être riche, instruit et en bonne santé n'est pas une option qu'on aurait à choisir parmi d'autres possibles. C'est bien parce que la richesse est plus enviable que la pauvreté, que l'instruction et les savoirs sont mieux considérés que l'absence d'instruction et l'ignorance, et que la bonne santé est préférable à la mauvaise santé qu'il n'est pas seulement question de différences sociales entre riches et pauvres, instruits et non-instruits, personnes en bonne santé ou personnes souffrantes ou diminuées, mais bien d'inégalités. Personne n'oserait dire que vivre plus longtemps,

1. « Les femmes consacrent en moyenne quatre fois plus de temps que les hommes à s'occuper des enfants, trois fois plus de temps aux tâches domestiques et jouissent de trois heures et demie de temps libre en moins par semaine que les hommes [...] » (Marie Gausse, « L'éducation des filles et des garçons : paradoxes et inégalités », *Dossiers de veille de l'IFE*, n° 112, octobre 2016, p. 7).



dans de meilleures conditions matérielles et sanitaires, avec des ressources économiques et culturelles suffisantes pour sa vie ou sa survie, n'est pas *enviable*. Et la question de savoir si celles et ceux qui sont victimes de ces privations les vivent avec un sentiment d'injustice et de révolte, ou avec fatalisme et soumission, est une autre affaire. Car celles et ceux qui sont les perdants, à un degré ou à un autre, d'une structure sociale inégalitaire peuvent tout à fait penser que leur situation est le fruit du hasard, de la fatalité ou de leur incapacité (morale ou intellectuelle) personnelle, alors même qu'elle tient à des mécanismes structurels et historiquement durables de production d'inégalités indépendantes de leur personne.

En revanche, la distribution socialement différenciée des pratiques et des compétences en matière de boulangerie, de couture, de travail ménager, de jeu de boules ou de belote ne fait pas mécaniquement inégalité sociale : l'organisation de nos sociétés et les croyances collectives qu'elle implique n'ont pas constitué ces pratiques et ces compétences spécifiques comme des atouts majeurs et la non-possession de ces compétences comme un manque cruel ou un handicap culturel. Elles sont assez globalement perçues comme des pratiques ou des compétences spécialisées (plutôt que générales), secondaires (plutôt que primordiales) et ordinaires (plutôt que nobles). C'est pour la même raison que le passage historique, au sein du système scolaire français, du latin aux mathématiques comme moyen de sélection scolaire privilégié contribue à faire de la culture lettrée classique (« humaniste ») une culture collectivement moins enviable, socialement moins désirable qu'auparavant. Si la dévalorisation des pratiques et des savoirs associés à la littérature et aux arts se poursuivait, en raison des rapports de force entre groupes ou classes de la société, on pourrait ainsi très bien assister, dans un avenir plus ou moins proche, à la transformation d'une *inégalité* d'accès à la culture lettrée et artistique en une simple *différence* sociale, les enjeux scolaires et culturels se déplaçant vers le pôle scientifique.

La question de l'inégalité est donc clairement indissociable de la croyance en la légitimité d'un bien, d'un savoir ou d'une pratique, c'est-à-dire indissociable de ce que l'on pourrait appeler le *degré de désirabilité* collectivement entretenu à leur égard, et qui dépend de la manière dont la société s'est organisée. En effet, ce qui marque l'écart entre une simple différence sociale et une

inégalité sociale d'accès à toute une série de ressources, pratiques, savoirs, institutions, services, etc., c'est bien le fait que l'on a affaire, dans le second cas de figure, à des objets, des situations, des pratiques ou des savoirs définis, collectivement et de manière suffisamment large, comme hautement désirables : l'argent comme moyen universel d'accès à toutes les ressources matérielles comme symboliques, les compétences langagières et scripturales comme possibilité de maîtrise des relations sociales et d'un environnement désormais tramé en permanence par des informations et des savoirs écrits, les savoirs scolaires comme moyen de compréhension d'un environnement de plus en plus sophistiqué et, plus prosaïquement, comme moyen d'accès à certains postes privilégiés dans la division du travail, les formes d'action médicales les plus sophistiquées comme manières de se maintenir en bonne santé, et ainsi de suite.

Les « désirabilités » cultivées dans les limites de sous-groupes ou de micro-communautés ne créent jamais les conditions d'apparition d'inégalités sociales. Il faut pour cela que l'envie d'accéder à telle ou telle série de biens, matériels ou symboliques, anime et motive une population beaucoup plus vaste, pour des raisons liées à l'organisation générale des rapports sociaux. Une partie des efforts sociologiques devrait pour cette raison être consacrée à étudier la genèse des croyances collectives en la valeur des choses, les processus de légitimation, dé-légitimation ou re-légitimation des différentes sortes de biens, pratiques ou savoirs, et, en fin de compte, à mettre au jour les luttes pour la définition de « ce qui compte », de « ce qui a de la valeur », bref, de ce qui constitue un « capital » aux yeux d'une société donnée.

Mais dire cela ne signifie pas que l'on fasse des questions d'inégalités une pure affaire subjective ou symbolique. Même s'il est parfois sain de rappeler avec Marx que « les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes », ne serait-ce que pour rappeler le caractère arbitraire de certaines conventions, de certains goûts ou de certaines habitudes, les dominants savent souvent s'approprier ce qu'il y a de mieux à leur époque en termes de conditions de vie, de confort, de protection, d'alimentation, de soin, de sécurité, de bien-être, etc. Comme nous le verrons dans la conclusion de cet ouvrage, les inégalités tournent souvent autour de pouvoirs et de gains tout à fait réels du point de vue de la qualité des conditions même de la vie humaine.



Réduire les inégalités à de simples effets de classements ou à l'instauration purement arbitraire d'une hiérarchie des valeurs et des légitimités, ce serait totalement déréaliser la situation vécue par les dominants et les dominés.

Par exemple, l'un des défauts de la notion de « capital culturel » réside dans le fait qu'à se focaliser sur son inégale distribution, sur les luttes entre agents pour remettre en cause cette structure inégalitaire ou transformer la définition du capital (e.g. plus scientifique ou plus littéraire et artistique), ou sur les processus de sa transmission ou de son héritage, on finit par oublier que la culture n'est pas vide de tout contenu et qu'elle implique des pratiques, des savoirs, des dispositions à l'égard du savoir, du langage et du monde, qui ont des effets très concrets dans la vie des porteurs de cette culture. Le monde ne se réduit pas à n'être qu'un grand jeu de classement à partir d'une hiérarchie arbitraire des légitimités. Comme le rappelait fort justement Jean-Claude Chamboredon :

« Les différences entre classes sociales sont aussi des jugements de valeur, mais inscrits dans des choses bien réelles<sup>1</sup>. » Si la « vieille voiture Renault 4L et la Renault 25 ou la Rolls-Royce » peuvent être classées du moins chic au plus chic, ou du moins légitime au plus légitime, les différences entre elles ne sont pas seulement de l'ordre du degré de légitimité, mais concernent des vitesses, des conditions de sécurité et des confort très inégaux. Et l'on pourrait en dire de même des différences entre la « première » et la « seconde classe », entre la « business class » et la « classe économique », entre une grande maison confortable, avec terrain et piscine, et un appartement exigu, etc. L'« artificialisme social » épinglé par Chamboredon n'est autre qu'un conventionnalisme excessif qui réduit toute réalité à sa valeur relative ou à son degré de légitimité en déréalisant les effets très pratiques de biens matériels ou symboliques sur les conditions de vie quotidiennes ; biens qui sont, par ailleurs, inégalement classés et classants.

1. Jean-Claude Chamboredon, « La sociologie comme théorie des cultures de classe », *Revue européenne des sciences sociales*, n° 103, 1996, p. 116. Je remercie Stéphane Bonnéry d'avoir attiré mon attention sur cet article.

## Les obstacles à une sociologie des inégalités

Dans un texte datant de 1981, Jean-Claude Passeron écrit : « Seules, on le sait, différences, contradictions et inégalités nourissent utilement la connaissance sociologique. [...] Il n'y a de sociologie que des rapports inégaux et des figures de la différence<sup>1</sup>. » Force est de constater qu'une telle affirmation a perdu de son évidence au cours des décennies qui ont suivi. En effet, l'univers sociologique, dont l'indépendance à l'égard des airs du temps successifs s'est révélée très précaire, a, depuis la fin des années 1980, assez largement délaissé l'étude des inégalités et des rapports de domination.

Quelles sont les raisons d'une telle désertion et pourquoi certains sociologues continuent-ils à dénoncer ceux qui étudient ces réalités comme de purs idéologues mus par des pulsions militantes pré-scientifiques ? Ces sociologues – et à leur suite des éditorialistes, des essayistes et des politiciens qui accusent certains chercheurs de voir de la domination et des inégalités partout, même là où il est censé ne pas y en avoir – devraient s'interroger, réflexivité bien ordonnée commençant toujours par soi-même, sur le fait qu'ils n'en voient eux-mêmes à peu près nulle part. Que certains rapports de domination, les moins structurels d'entre eux, puissent être suspendus – à certains moments ou en certains lieux –, cela peut se concevoir. Que le monde social soit le lieu de la coopération ou de la coordination autant que des rapports de force (l'un n'empêchant pas l'autre), cela n'a rien que de très banal. Mais les faits d'inégalité ou de domination sont têtus : ils se mesurent, s'objectivent et se constatent dans tous les domaines de pratiques, et ce n'est pas être idéologue que de les mettre au jour ; l'idéologie étant plutôt du côté de celles et ceux qui ne veulent pas voir ces réalités.

Plusieurs manières de concevoir les objets de la recherche ont pu presque mécaniquement conduire à une telle situation. Dans certains cas, on a mis l'accent sur les logiques internes propres à des groupes ou des catégories en « oubliant » de les comparer

1. Jean-Claude Passeron, « Le sens et la domination. Différences dans la différence », in François Chevaldonné, *La Communication inégale. L'accès aux médias dans les campagnes algériennes*, Paris, CNRS, 1981, p. 7.